



RECOURS MUTATIONS

J -1 MOIS

ALTERNATIVE Police est désormais prêt à saisir le T.A.



Un dialogue social...de sourd ?

Malgré la bonne volonté d'ALTERNATIVE Police de réinstaurer un dialogue social constructif et apaisé, force est de constater que les règles statutaires les plus élémentaires ont encore été bafouées lors de la dernière CAPN d'avancements et de régularisation de mutations.

Compte tenu du positionnement fermé de l'administration, ALTERNATIVE Police considère que le dialogue social est à sens unique et qu'il n'est pas possible de régler à l'amiable certaines situations.

Mise en demeure

- Le 25 janvier 2018, ALTERNATIVE Police saisissait le Ministère de l'Intérieur en lettre RAR afin qu'une réponse et une solution, à la centaine de dossiers de recours en notre possession, soient apportées.
- Le Ministère de l'Intérieur a donc jusqu'au 26 mai pour régler à «l'amiable» cette situation.

Réunion de négociation

- Le 9 mars 2018, ALTERNATIVE Police obtenait un RDV à la DRCPN.
- Un engagement était pris pour une étude attentive de chaque cas et une possible régularisation lors de la CAPN prévue le 2 juillet 2018.

Une CAPN anti-statutaire

Lors de la CAPN du 29 mars 2018, ALTERNATIVE Police a constaté que les règles statutaires n'étaient pas respectées

- Des policiers écartés injustement de l'avancement
- Des régularisations de mutations de collègues mutés avant leur tour
- Une non prise en compte de décisions de Justice pour des collègues lésés au MG Polyvalent.

Malgré nos efforts d'apaisement et de construction, le dialogue semble rester à sens unique...

ALTERNATIVE Police engagera donc sa CLASS ACTION au TA si aucune garantie de solution ne lui est donnée avant le 26 mai !

Mise en demeure du Ministère de l'Intérieur

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de solliciter votre haute autorité à propos des problèmes que les policiers rencontrent dans le cadre de la gestion de leur carrière notamment en matière de mutations. Depuis plus de deux ans, mon organisation syndicale agit pour que les règles statutaires de la fonction publique et du Ministère de l'Intérieur soient respectées...

...L'injustice ressentie aujourd'hui par nos collègues dans ce domaine est un élément supplémentaire à d'autres, générateurs de stress au quotidien.

...Monsieur le Ministre, j'en appelle solennellement à votre autorité la prise de mesures urgentes afin de mettre un terme aux pratiques discriminantes...

...Si une solution ne pouvait être trouvée, mon organisation syndicale n'aurait pas d'autres choix que de faire porter le litige devant la juridiction compétente sous la forme d'une action de groupe.

...Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'expression de ma très haute considération et de mon plus profond respect.

**Notre priorité :
Défendre vos intérêts
Notre devoir :
Vous informer**